



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240604-2024\_24-DE



## DÉLIBÉRATION

2024/24

### **DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT MORAL OU SEXUEL ET DES AGISSEMENTS SEXISTES**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 4 Juin 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

**Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le code général de la Fonction Publique ;

**Vu** le Code de la Commande Publique ;

**Vu** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 modifié, relatif au droit de grève, aux actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération n°2023-45 du 26 septembre 2023 autorisant le Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais à lancer le marché pour le dispositif susvisé, à signer la convention de groupement de commandes avec les Centres de Gestion de l'Oise et de la Somme et à émettre les mandats correspondants ;

**Vu** la convention de groupement de commande signée par les 3 Présidents des Centres de Gestion (Pas-de-Calais, Oise et Somme) en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que l'article L 135-6 du Code général de la Fonction Publique précise que « *Les employeurs publics mentionnés à l'article L. 2 mettent en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.* »

Il expose que pour faire face à ces risques, les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise ont souhaité renouveler leur association en vue de retenir un même prestataire pour :

- la fourniture d'un outil dématérialisé de recueil des signalements ;
- la prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Le marché de services d'une durée de 3 ans porte le numéro 2024-003 et est alloti comme suit :

- Lot 1 : La fourniture d'un outil dématérialisé de recueil des signalements
- Lot 2 : La prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations

Le marché a été mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du Centre de Gestion du Pas-de-Calais le 1<sup>er</sup> février 2024 avec comme date et heure limites de remise des offres le 15 mars 2024 à 10h00.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 6 mai 2024 à 10h30 au Centre de Gestion du Pas-de-Calais afin de procéder à l'analyse des offres et à l'attribution des lots.

2 candidats ont déposé une offre pour le lot 1 et 2 candidats pour le lot 2.

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc décidé d'attribuer les lots 1 et 2 à la société QUALISOCIAL, domiciliée à PARIS (75010), 20 avenue de l'Opéra.

Le lot 1 est conclu pour un montant de 5 734 € HT/an soit 6 880 € TTC/an (17 202 € HT soit 20 642 € TTC pour la durée totale du marché).

Selon l'article L. 452-30 du code général de la Fonction Publique, « *les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice de missions complémentaires à caractère facultatif [...], sur la demande des collectivités ou établissements, affiliés ou non, sont financées [...] soit dans les conditions fixées par convention [...] soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire [...], pour les seuls collectivités ou établissements affiliés [...]* ».

Ainsi, pour une mission facultative donnée, un choix doit être opéré entre le financement par cotisation additionnelle et le financement par un tarif à la prestation.

Par conséquent, afin que toutes les collectivités territoriales puissent bénéficier du service, il est proposé de recourir au conventionnement au tarif de 1€/agent.

Le coût du lot 2 est à la charge des collectivités qui feront appel à ce service, les prix variant en fonction des prestations choisies.

Le Président demande aux membres du Conseil d'Administration de l'autoriser à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec la société QUALISOCIAL pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 3 ans. Il demande également l'autorisation de signer tous les actes afférents au marché 2024-003.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* de l'attribution par la Commission d'Appel d'Offres des lots 1 et 2 à la société QUALISOCIAL pour les montants proposés ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec la société QUALISOCIAL pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 3 ans ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes afférents au marché 2024-003, notamment les conventions d'adhésion qui seront signées avec les collectivités et les établissements publics.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 4 juin 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY